

<http://www.snetap-fsu.fr/Le-SNETAP-FSU-organise-les-24.html>



Communiqué

Le SNETAP-FSU organise les « 24 heures de l'Enseignement Agricole Public au Mans » !

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : lundi 19 mai 2014

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le mardi 20 mai, le SNETAP-FSU organise [« les 24 heures de l'Enseignement Agricole Public au Mans »](#) et appelle les Personnels à venir exprimer sur « les terres » de leur ministre ce qu'il peine à entendre rue de Varenne !

En effet, force est de constater que depuis le changement de majorité, faute d'avoir assumé de redonner la priorité à l'Enseignement Agricole Public, celui-ci ne parvient pas à sortir de l'ensemble des difficultés générées par les dix années de politique de droite... Parmi celles-ci, le Snetap-FSU dénonce :

- une gestion au jour le jour sans anticipation ayant conduit à la nécessité de redéployer 70 emplois d'enseignants sur les 100 annoncés pour affecter les agents administratifs déprécarisés ;
- un non-remplacement à venir des administratifs, techniciens et personnels de santé et une circulaire mobilité ne faisant pas apparaître de postes vacants, faute de crédits ;
- des dysfonctionnements et une déréglementation accrus faute de moyens suffisants (heures obligatoires non assurées, dédoublements réglementaires non mis en place, options facultatives supprimées ou financées sur le budget des établissements...) ;
- un échec non assumé de la rénovation de la voie professionnelle et le refus non seulement du retour à un parcours de droit en 4 ans, mais même à de véritables dispositifs de soutien pour les élèves en difficultés ;
- un financement à hauteur de 1 853 M /AE/mois (et seulement budgétés sur 11,5 mois sur 12) contre 2 192 M /AE/mois à l'EN, soit un différentiel total de 4 491 M /an/poste d'Assistant d'Éducation (source : Bleu budgétaire du Parlement) ;
- une volonté de la DGER de passer en force les agents de CFA-CFPPA à 1 607h de temps de travail, de « dégager » sous la pression les agents titulaires sur postes gagés et des reçus concours forcés de muter dans les lycées ;
- un fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire à dotation constante depuis 10 ans en euros courants, soit en fait une diminution de plus de 15%, ainsi qu'une précarité inacceptable surtout pour les agents de catégorie B et C ;
- un retard dans le dépôt des maquettes master MEEF qui faute d'être effectué dans les délais, compromet la promotion prochaine des enseignants entrant en formation à la rentrée de septembre 2014...
Ajoutons que la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, actuellement en débat au Parlement, ne donne qu'une perspective incomplète et là encore non assumée, faute de volonté politique affirmée.

Ainsi, au regard du périmètre de l'enseignement agricole public, les réflexions sur l'agroalimentaire, l'aménagement et les services font défaut pour répondre aux mutations en cours. De même, et plus fondamentalement encore, si l'on veut que le défi du « Produire autrement » ne se réduise pas à un slogan, celui-ci ne passera que par des établissements publics de formation confortés, avec des moyens dédiés au fonctionnement pédagogique de nos exploitations et ateliers techniques... Or, en l'état, on en est encore très loin !

Devant la difficulté avérée à rencontrer leur ministre et plus encore à obtenir de lui des réponses à la hauteur des enjeux, les Personnels et le SNETAP-FSU ont décidé de faire le déplacement dans la Sarthe, en espérant que le Porte-Parole du gouvernement prendra le temps de redevenir ce mardi 20 mai après-midi celui de l'Enseignement Agricole Public, en prenant des engagements sur un collectif budgétaire dès cet été et sur un budget triennal avec l'intégralité des créations d'emplois prévues qui soient réservés au seul enseignement public !

Paris, le 18 mai 2014